

VENDREDI 17 JUIN 2016

SOMMAIRE

- 1) On ne nous dit pas tout !
- 2) Comment ils font ??
- 3) Le “ coup de force permanent “
- 4) Le “ PS au pouvoir a décrédibilisé l'idée de gauche “
- 5) La rupture...
- 6) Un peu beaucoup honte ?!
- 7) La police laisse faire...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Chiffres, violences... La manifestation que les médias n'ont pas montrée



photo Thomas Clerget

Les grands médias passent sous silence la réalité d'une manifestation encore une fois massive, tandis que le gouvernement utilise les violences pour attaquer la légitimité de la CGT et du droit de manifester.

Travail, Violences, Répression

Première grande manifestation nationale depuis le début du mouvement contre la loi El-Khomri, la taille et la portée du spectaculaire cortège du 14 juin à Paris ont une nouvelle fois été minoré par de nombreux médias, venant étayer le discours gouvernemental sur l'« essoufflement » du mouvement. Manuel Valls, bientôt suivi par François Hollande, tirait aujourd'hui profit des affrontements qui ont eu lieu à l'avant du cortège pour demander à la CGT « de ne plus organiser de grandes manifestations à Paris », rendant de fait la centrale syndicale responsable de ces violences.

Taille du cortège, affrontements, arrivée empêchée sur la place des invalides, tirs de gaz lacrymogènes sur les dockers, ou dissolution de la manifestation dans des conditions ubuesques : nous proposons ici un retour sur quelques points importants de cette journée de mobilisation.

Sur les chiffres, un débat surréaliste

Dans un texte qui reflète globalement la présentation de nombreux médias, l'éditorialiste du Monde Michel Noblecourt évoque ce jour une manifestation « pas si énorme », et des chiffres annoncés (un million de manifestants) mettant « en péril » la crédibilité des syndicats. À l'inverse, il n'interroge pas un instant celle des chiffres donnés par la Préfecture qui, avec 75.000 personnes, sont totalement irréalistes pour quiconque était présent sur le terrain hier après-midi. Ainsi, alors que le cortège était particulièrement dense sur toute sa longueur, autour de 17h30, soit quatre heures après le départ des premiers participants, une partie d'entre eux n'avait pas encore quitté la place d'Italie !

Aux alentours de 19h, en queue de peloton, le cortège des taxis parisiens protestant contre "l'ubérisation" de leur métier, invités surprises de la manifestation, était encore en train de défiler. Par comparaison, l'ensemble de la manifestation aurait-elle pu tenir dans l'enceinte d'un seul grand stade de football, comme le Stade de France ? Ce sont à coup sûr plusieurs centaines de milliers de manifestants qui ont marché hier à Paris contre la loi Travail, venant des quatre coins de la France, et toujours avec la même détermination. Le demi-

million de manifestants semble, en tout état de cause, un ordre de grandeur plus réaliste que les données officielles.

De part et d'autre, un niveau de violence sans précédent

Le cortège a également été marqué par un degré de violences, de part et d'autres, inédit à Paris depuis le début du mouvement. Au sein d'un cortège de tête que l'on peut estimer à environ 8 ou 10.000 personnes, plusieurs centaines de militants autonomes, toujours vêtus de noir, s'étaient regroupés pour tenter de « briser le verrou policier ». Entre fusées, feux d'artifices et bombes artisanales ou jets de gravas, leurs munitions semblaient presque aussi inépuisables que les stocks de gaz lacrymogènes des forces de l'ordre. Visiblement mal coordonnées, leurs attaques ont contribué au chaos qui s'est rapidement installé en tête de cortège.

En face, les forces de l'ordre avaient changé de stratégie, et ont elles aussi franchi un cran dans la tension. Contrairement aux habitudes, les CRS n'ont pas collé à la première ligne du cortège, laissant au contraire un espace très large sur le devant, destiné à distendre le plus possible le cortège autonome. Au fur et à mesure de l'avancement, plusieurs sections positionnées sur les côtés de la manifestation opéraient ensuite des charges "en ciseau", des deux côtés, extrêmement brutales et destinées à disloquer, ou du moins désorganiser la tête de manifestation – au sein de laquelle il devenait de plus en plus difficile de se sentir en sécurité.

Devant l'hôpital Necker

Arrivés devant l'hôpital Necker, à l'intersection du boulevard Montparnasse et de la rue de Sèvres, les militants autonomes ont lancé une attaque intense, qui a duré près d'une demi-heure, sur la ligne de CRS placée au coin de l'établissement et barrant la rue de Sèvre. C'est dans ce contexte très précis que l'hôpital a subi quelques dégradations. Pendant que certains émeutiers cassaient le macadam pour en faire des projectiles, d'autres se relayaient pour les envoyer sans discontinuer sur les CRS.

La durée de cette attaque aura de fortes conséquences puisque, in fine, elle permettra à la police d'interdire l'accès aux Invalides au reste de la manifestation, contribuant à son invisibilisation médiatique, puisque la place aurait vraisemblablement été occupée dans sa totalité.

La longueur exceptionnelle de cette offensive, devant l'hôpital, a en effet permis à la Préfecture d'acheminer le canon à eau sur les lieux. Arrivé de l'autre côté du carrefour, il a d'abord dispersé les assaillants, avant de s'avancer au beau milieu de la manifestation pour la scinder en deux parties, désormais isolées : sur l'arrière, les cortèges syndicaux, qui resteront bloqués. Sur le devant, la tête de manifestation, toujours composée de jeunes, de syndicalistes, de nombreux manifestants lambda, et des groupes autonomes. Le canon à eau a alors "poussé" la tête de cortège durant plusieurs dizaines de minutes, jusqu'à la place des Invalides, où un deuxième canon à eau s'est ajouté pour disperser les manifestants.

Manifestation bloquée, dockers gazés

Derrière, les cortèges syndicaux sont donc restés bloqués. Le gros de la manifestation, stoppée net par les CRS sur le boulevard des Invalides, au niveau de la rue de Tourville, n'a jamais atteint l'esplanade. On peut imaginer que la Préfecture de police n'a pas voulu prendre le risque de jeter plusieurs centaines de milliers de manifestants, dont beaucoup très remontés comme les quelques centaines de dockers arrivés des différents ports français, sur une place déjà livrée à des affrontements – la possibilité que la situation ne tourne à l'affrontement généralisé n'étant pas à exclure. L'occasion a cependant permis à la Préfecture d'interdire la fin d'un parcours pourtant autorisé.

Cette décision a aussi eu pour effet d'entraîner une dissolution de fait de la manifestation sur le cours même de son trajet. Sur le devant, les dockers, bloqués par les CRS au niveau de la place Vauban, ont bien tenu le siège (dans le plus grand calme) durant plusieurs dizaines de minutes. Mais au moment même où ils se retirent, déçus, pour aller prendre leurs bus de retour, ils sont violemment gazés de manière incompréhensible par les policiers. Ceux-ci déclenchent ainsi colère et affrontements entre dockers et forces de l'ordre, autour de 18h sur la place Vauban, où les grenades lacrymogènes pleuvaient alors entre les autocars.

Accusés par le pouvoir de ne pas avoir joué leur rôle, les services d'ordre de la CGT se sont en réalité interposés entre les dockers et les CRS lorsque la manifestation a été bloquée sur la rue des Invalides, appuyant de fait la décision des autorités de ne pas laisser le cortège terminer sa route. Les attaques menées par l'exécutif contre

les services d'ordre de la CGT sont-elles une nouvelle manipulation destinée à disqualifier la centrale syndicale et à s'en prendre au droit de manifester, comme le suggèrent aujourd'hui les déclarations de Manuel Valls et François Hollande ?

regards.fr

II) Loi Travail : comment les syndicats gèrent-ils leur service d'ordre ?

Le gouvernement a menacé, mercredi, d'interdire les manifestations à risque, après les violences en marge du défilé parisien de la veille. Il met en cause "l'attitude ambiguë" des services d'ordre des syndicats à l'égard des casseurs.



Manifestation à Paris contre la loi Travail, le 14 juin 2016. (DENIS MEYER / HANS LUCAS)



Elise Lambert

"Quand on n'est pas capable d'organiser une manifestation (...), alors on n'organise pas ce type de manifestations qui peut dégénérer", a déclaré Manuel Valls, mercredi 15 juin sur France Inter. Interrogé sur les incidents de la veille lors de la manifestation parisienne contre la loi Travail, le Premier ministre a accusé le service d'ordre (SO) de la CGT d'avoir eu une "attitude ambiguë" à l'égard des casseurs.

Selon Le Parisien, un membre de la CGT a été interpellé mardi par la police. Une information que le syndicat confirme, mais il réfute tout lien

avec les violences. Selon la police, des images de vidéosurveillance prises place des Invalides, montrent des syndicalistes aux côtés des casseurs, l'un d'eux tenant "clairement un pavé à la main." La centrale se défend et assure avoir fait évacuer le cortège avant l'arrivée aux Invalides.

Rôle premier du service d'ordre : la sécurité des adhérents

Le service d'ordre de ce syndicat n'est pas habitué à ce type d'accusations. A l'origine, les SO ont été créés dans les années 1920 afin d'encadrer les manifestations. "Notre but est de sécuriser nos adhérents", raconte Valérie Kerauffret, secrétaire de la CGT à Rennes (Ile-et-Vilaine), membre du SO, à francetv info. "A chaque manifestation, on fait appel à des militants pour qu'ils nous aident. Ce sont des bénévoles."

Le 14 juin, une dizaine d'entre eux se sont ainsi donné rendez-vous à 9 heures dans le centre-ville de Rennes, pour organiser et sécuriser le parcours du cortège.

Les consignes sont claires : pas de provocation, être calme, rester dans le cortège et porter sa chasuble pour être reconnaissable.

Valérie Kerauffret Francetv info

Les "points sensibles", tels que les carrefours, sont notés, ainsi que la répartition des membres du service. La sécurité est dans tous les cas une obligation : la préfecture demande à chaque syndicat organisateur d'assurer l'ordre dans son cortège.

A Rennes, le SO de la CGT est équipé de talkies-walkies et s'envoie des messages en permanence pour prévenir tout danger, ou demander du renfort. "Si un de nos militant fait face à un danger, on essaie de se mettre à 3-4 autour de lui, et de faire un cordon de sécurité." En fonction de l'ampleur du mouvement, un syndicaliste est placé tous les 50 à 100 mètres le long du cortège.

"On n'est pas des Karaté Kids"

Lorsque la manifestation se déroule "normalement", le SO ne déplore "que" des carrefours bloqués, ou quelques automobilistes énervés. Mais depuis trois mois, les violences en marge des manifestations sont légion.

"Je suis postière, pas flic. Je ne sais pas gérer cette

violence", déplore Valérie Kerauffret. Si elle reconnaît vouloir aller jusqu'au bout de la mobilisation, l'appréhension grandit : "On a peur, on se fait gazer dans nos rangs. On n'est pas des Karaté Kids non plus. Certains ne viennent plus."

"Le maintien de l'ordre, c'est la police, pas nous"

Même impression du côté du syndicat Solidaires, à Paris. "A la base, on se charge de la technique : on apporte les drapeaux, on charge les camions, on organise le carré de tête", rappelle Benoît Clément, responsable de la coordination du SO d'Ile-de-France à francetv info. Chez Solidaires, le SO est mixte : "Des jeunes, des moins jeunes, des femmes, des hommes. Pas de critères physiques, pas de test non plus."

Sur place, ce service d'ordre se reconnaît par son ruban rose ou ses imperméables aux couleurs du syndicat. Ces dernières semaines, le syndicat s'est équipé de masques, de lunettes de ski ou de natation, pour se protéger des gaz lacrymogènes. "On en a toujours dans le camion au cas où, mais on ne les sort que si on nous 'attaque'."

Le syndicat prône une marche pacifique et "s'il y a de la casse, ce n'est pas à nous de l'éviter !" précise Benoît Clément. "Le maintien de l'ordre, c'est le rôle de la police, pas le nôtre."

Ce n'est pas dans notre intérêt d'aller à la casse, ça décrédibiliserait totalement notre mouvement.

Benoît Clément Francetv info

Pourtant, depuis plusieurs semaines, des images montrant les membres du SO casqués et armés de battes de base-ball circulent sur les réseaux sociaux, créant une réelle confusion entre leur rôle et celui de la police. Le 17 mai, place Denfert-Rochereau à Paris, plusieurs manifestants ont bruyamment hué leurs membres. "SO collabos ! SO collabos !" "Tout le monde déteste le SO !"

Au même moment, alors qu'il est en train de filmer, un manifestant, le nez en sang, a affirmé à plusieurs médias avoir été agressé par les SO des syndicats.



Yann Thompson @yannthompson
Cet homme dit avoir été agressé d'un coup de coude par le service d'ordre CGT/FO pdt qu'il



Hugo-P. Gausserand @HugoGausserand
Petite exclusivité HPG avant de me faire agresser par un syndicaliste : le camion du SO.

En effet, ce 17 mai, pour la sixième journée de mobilisation, les SO CGT et FO ne se sont pas contentés de petits rubans de couleur. A Paris, plusieurs de ses membres ont été vus cagoulés, munis de battes de base-ball et de matraques télescopiques.



Christophe Gueugneau @gueugneau
Les SO viennent donc en manif avec des battes de baseball #paris #manif17mai

Les casseurs ont d'ailleurs accusé les membres du SO de les avoir chargés en premier ce jour-là. Les syndicats ont décrit des "casseurs qui leur sont tombés dessus". "Est-ce qu'on va reprocher à nos collègues de vouloir se défendre ? interroge Michelle Biaggi, la secrétaire générale de FO au JDD. Demandez-vous plutôt à qui tout ça profite."

Quant aux battes de base-ball, le syndicat tempère. "C'était une opération de dissuasion", assure Carl Ghali, secrétaire de l'UD Paris de la CGT, organisateur du SO. "Ils se sont équipés pour ne pas prendre de coups sur la tête, pour éviter qu'un 12 mai se reproduise (...) mais personnellement, je n'ai vu ni batte ni matraque."

Demander aux syndicats d'être responsables de la sécurité, c'est comme demander aux supporters de foot d'empêcher les hooligans de semer le trouble.

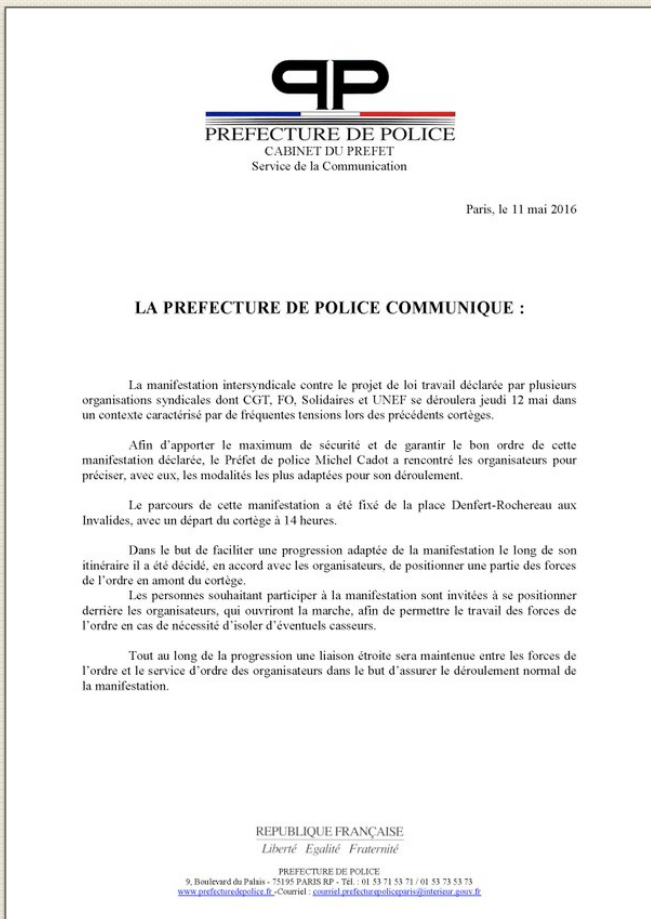
Carl Ghali Francetv info

Quelques jours auparavant, une dizaine de syndicalistes ont été blessés par des casseurs. "On s'est déjà fait insulter par le passé, mais ça n'a jamais été violent à ce point. On n'est ni formé, ni équipé face à une telle violence", assure Jacques Durin, responsable SO de la CGT en Ile-de-France.

Les syndicats ont lié ces violences à un communiqué de la préfecture de police de Paris, indiquant qu'une rencontre avait eu lieu entre la police et les syndicats "afin d'apporter le maximum de sécurité et de garantir le bon ordre

de cette manifestation". "Les syndicats sont tout sauf des milices à la solde de la police ! Cela serait absolument contre-productif pour notre combat", déplore Carl Ghali.

Le principal défi des syndicats est de continuer à mobiliser ses troupes, malgré les violences. "Notre objectif est toujours le retrait de la loi Travail. On ira jusqu'au bout", assène Benoît Clément.



III) Loi Travail : Montebourg dénonce "la politique du coup de force permanent"



Arnaud Montebourg lors d'une réunion pour son nouveau parti à Glux-en-Glenne (Nièvre), le 16 mai 2016 (Alain ROBERT / Apercu / SIPA)



Préfecture de police @prefpolice
[#manifestation] Précisions et recommandations de la Préfecture de police pour la manifestation de ce jour

Résultat, certains syndicalistes auraient été tentés de se protéger, "à la dure" pour la manifestation du 17 mai. "C'était surtout de la violence symbolique", tempère Benoît Clément de Solidaires. "Mais ça participe à l'escalade de la violence. Ce n'était pas une réponse pertinente." "K-ways noirs et chasubles rouges doivent avancer ensemble"

Les syndicats assurent n'avoir aucun lien avec les casseurs, même si la lettre d'un syndicaliste CGT sur le site Paris-Luttes, appelant les "K-ways noirs et chasubles rouges" à avancer ensemble a relancé la polémique.

"A une époque, on avait encore des contacts avec des groupes [autonomes], aujourd'hui, c'est le néant", balaie Jacques Durin.

L'Obs

L'ancien ministre (PS) Arnaud Montebourg a dénoncé jeudi 16 juin une "politique du coup de force permanent" de François Hollande et Manuel Valls, et marqué son désaccord avec la menace évoquée par l'exécutif d'interdire des manifestations contre la loi Travail en raison des violences. Sur France Culture, il a brocardé :

"Nous sommes en face de la politique du coup de force permanent. Vous avez un problème parlementaire, on sort le 49-3. Vous avez une motion de censure sur le point d'être déposée par des parlementaires de la majorité, fait exceptionnel, on sort la machine à sanctionner. Vous avez un problème avec les organisations

syndicales, les pétitions, vous leur interdisez de manifester. Etc etc. Vous avez un problème d'impopularité du président qui pourrait peut-être ne pas avoir son investiture à la présidentielle, vous supprimez les primaires."

Le ton est monté d'un cran mercredi dans la bataille du projet de loi Travail : l'exécutif a menacé d'interdire les manifestations, au lendemain de nouvelles violences et dégâts en marge du défilé parisien, déclenchant un tollé chez les syndicats, qui maintiennent deux nouvelles journées de "mobilisation" fin juin, et une partie de la gauche.

Pas "une bonne décision"

"Je ne pense pas que ce soit une bonne décision", a réagi l'ancien ministre de l'Économie. "Le droit de manifester est un droit constitutionnel, acquis de haute lutte. De surcroît, les problèmes de sécurité en marge de ces événements, qui ont fait l'objet d'ailleurs de condamnations de la part des (organisateur) de ces manifestations, sont indépendants et doivent le rester, de l'acte pour tout citoyen exerçant un droit constitutionnel de manifester son opinion sur la droit publique", a-t-il dit.

"C'est un peu comme si on disait 'il y a des problèmes dans les stades, donc on supprime l'Euro'. C'est exactement la même chose. Ce n'est pas aux supporters d'un match d'assurer la sécurité dudit match. Ce n'est pas non plus aux organisations syndicales d'assurer la sécurité en marge de la manifestation."

"Je pense qu'Arnaud Montebourg est malheureusement dans la stratégie du coup de tête permanent", a réagi sur iTélé le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

"S'il passait un peu moins de temps à jouer contre son camp, ce serait mieux", a-t-il raillé, faisant référence au football et à "ceux qui marquent contre leur camp".

Arnaud Montebourg, avocat et ex-député, ministre de 2012 à 2014, a récemment indiqué qu'il prendrait "cet été" sa décision sur une éventuelle candidature à la présidentielle de 2017.

IV) Ensemble ! Mais pour aller où ?

Adrien Rouchaléou L'Humanité



Paris, le 4 novembre 2015. Clémentine Autain au meeting de la liste « Nos vies d'abord » pour les élections régionales. Photo : Patrick Nussbaum

La formation politique membre du Front de gauche avait au menu de son assemblée générale l'épineuse question de 2017.

Que faire ? Samedi, ce n'est pas Lénine qui se posait cette question, mais le mouvement Ensemble ! qui tenait son assemblée générale dans la salle des fêtes de la mairie de Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Que faire pour 2017, alors que la France vit un mouvement social comme elle n'en avait plus connu depuis des années ? Alors que le PS au pouvoir a décrédibilisé l'idée de gauche ? Alors que l'extrême droite s'est installée dans le paysage politique ?

« Un pôle insoumis dans la France insoumise »

La candidature autonome de Jean-Luc Mélenchon, par la force des choses, a polarisé tout le débat au sein de la formation, issue de la fusion de plusieurs organisations dont la Gauche anticapitaliste et la Fase. Faut-il de nouveau se ranger derrière celui qui a déjà porté les couleurs du Front de gauche ?

S'il y a un point qui fait la quasi-unanimité, c'est que la méthode n'a pas vraiment été appréciée. Un mot revient à plusieurs reprises pour qualifier la démarche, « bonapartisme ». Mais au pied du mur, la question ne s'arrête pas là.

« L'heure tourne et il faut trouver des partenaires », juge Clémentine Autain, qui appelle à « être pragmatique : il y a une candidature qui s'installe. Elle n'est pas celle que nous aurions souhaité, mais il faut discuter. Et plus on tarde, plus on court le risque d'un simple ralliement ». Le « ralliement », c'est la hantise des militants d'Ensemble ! qui entendent négocier leur éventuel soutien. « On ne sera pas les malgré-nous de la candidature JLM ! » avertit Didier.

Beaucoup néanmoins doutent de la possibilité de peser sur les choix du candidat de « la France insoumise ». « On ne va pas aller emmerder Jean-Luc en lui disant ce que l'on souhaite. Il s'en bat l'œil », pense Pierre. « Le problème, ce n'est pas la candidature de Jean-Luc Mélenchon, c'est la France insoumise, développe un militant de Pantin. Une démarche niant tout cadre collectif à part le sien. » Clémentine Autain plaide, elle, pour « un pôle insoumis dans la France insoumise ».

Bernard juge difficile d'articuler la question d'une candidature du député européen avec les positions d'Ensemble. « La solution JLM apparaît uniquement comme une candidature du moindre mal et par défaut. Mais elle ne répond pas du tout aux exigences que nous avons définies ce matin (lors du débat d'orientation – NDLR). » Finalement, le consensus semble se faire sur l'idée de décider plus tard, sans tarder pour autant à prendre langue.

Raphaël, de Lyon, résume tout le problème : « Je ne vois pas d'autre candidature possible que celle de Jean-Luc Mélenchon, mais je ne suis pas sûr que les conditions de notre soutien soient réunies. »

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Interdiction de manifester, une rupture de plus qui va doper la candidature Mélenchon

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Interdiction de manifester, une rupture à gauche qui dope la candidature Mélenchon | AFP

Le feu gagne désormais les rangs du Parti socialiste. La menace brandie par François Hollande d'interdire les manifestations anti-loi Travail faute de pouvoir éviter les débordements des casseurs aggrave encore un peu plus la fracture qui mine la gauche. Au risque d'atteindre un point de non-retour dont pourrait profiter la campagne de Jean-Luc Mélenchon pour la prochaine élection présidentielle.

Depuis l'avertissement du chef de l'Etat, l'aile gauche du PS, où les candidats potentiels à une hypothétique primaire de la gauche rongent leur frein, n'hésitent plus à monter au créneau. "Nous sommes en face de la politique du coup de force permanent. Vous avez un problème parlementaire, on sort le 49-3. Vous avez une motion de censure sur le point d'être déposée par des parlementaires de la majorité, fait exceptionnel, on sort la machine à sanctionner. Vous avez un problème avec les organisations syndicales, les pétitions, vous leur interdisez de manifester", s'est désolé ce jeudi l'ancien ministre Arnaud Montebourg sur France Culture.

Le chantre du Made in France, qui devrait dévoiler ses intentions présidentielles à la fin de l'été, rappelle que "le droit de manifester est un droit constitutionnel, acquis de haute lutte" par la gauche. Une manière de souligner le fossé qui oppose désormais l'exécutif et le corps social qui l'a élu en 2012.

Le flou sur la primaire paralyse les frondeurs

"La liberté de manifester n'est pas négociable.

Jamais, depuis 1958, une telle menace n'a pesé sur elle", s'est alarmé la veille dans un communiqué le député frondeur Christian Paul. "Je pense que cet entêtement est mauvais pour la démocratie française", a renchéri l'ancien ministre Benoît Hamon, autre candidat potentiel à une primaire de la gauche.

Mais si la surdité du gouvernement aux exigences des adversaires de la réforme El Khomri devrait théoriquement donner des ailes aux socialistes qui rêvent de contester à François Hollande l'investiture du PS en 2017, ceux-ci se heurtent à un mur de taille: personne ne sait encore si une primaire ouverte sera bien organisée avant la fin de l'année.

Le scrutin a beau être inscrit dans les statuts du parti, les discussions entre les partis de gauche sont au point mort. D'autant que Jean-Luc Mélenchon a décrété d'office qu'il ne participerait pas à l'exercice. Pour ne rien arranger, la justice a débouté ce mercredi trois adhérents du PS qui lui demandaient de contraindre le PS à respecter ses propres règles internes.

Mélenchon fait jeu égal avec Hollande

En attendant, c'est donc le seul candidat déclaré à gauche de la gauche qui profite du désarroi provoqué par l'intransigeance du gouvernement. Premier pourfendeur de la loi Travail, Jean-Luc Mélenchon est aujourd'hui l'unique personnalité officiellement en campagne pour porter la lutte contre l'austérité libérale imputée au Parti socialiste. Et il mise sur la marginalisation du président de la République pour s'imposer comme la meilleure candidature alternative en 2017.

Une stratégie qui ne lui réussit pas trop mal. Selon un nouveau sondage BVA en partenariat avec Orange et la Presse Régionale publié ce mercredi, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon font désormais jeu égal au premier tour de l'élection présidentielle avec 14 à 15% d'intentions de vote. Des projections très insuffisantes pour leur permettre de se hisser au second tour mais qui témoignent de la dynamique engrangée par le cofondateur du Parti de Gauche, dont la cote de popularité repart aussi à la hausse alors que celle du président s'effondre.

Un récent sondage Ifop -Fiducial pour Paris Match et Sud Radio marquait un net recul de François Hollande, de Manuel Valls et d'Emmanuel Macron, preuve que le courant social-libéral de l'exécutif traverse une mauvaise

phase. A l'inverse, Jean-Luc Mélenchon y gagnait 5 points et Arnaud Montebourg 3.

Preuve qu'au-delà de l'élection présidentielle, c'est bien le leadership de la gauche antilibérale qui se joue aujourd'hui. Chacun misant sur l'effondrement de l'exécutif pour incarner la relève.

huffingtonpost.fr

VI) Le déshonneur

Jean-Emmanuel Ducoin L'Humanité



Photo Eric Feferberg / AFP

L'éditorial de Jean-Emmanuel Ducoin Tout auditeur de France Inter, hier, a dû se demander dans quel pays il vivait en ce moment et qui était donc ce premier ministre à la haine si tenace que chacune de ses phrases nous renvoyait aux pires époques de notre histoire contemporaine

Tout auditeur de France Inter, hier, a dû se demander dans quel pays il vivait en ce moment et qui était donc ce premier ministre à la haine si tenace que chacune de ses phrases nous renvoyait aux pires époques de notre histoire contemporaine. Le visage de Manuel Valls était fielleux. Quant aux mots qui accompagnaient son attitude gestuelle empreinte de morgue, ils portaient la marque de la bassesse, de l'infamie et du déshonneur. Au lendemain d'un puissant défilé, qui a un peu plus isolé le gouvernement dans son absurde guerre de tranchées à vouloir imposer coûte que coûte la loi travail en l'état, l'acharnement de Valls à associer les manifestants aux casseurs a pris cette fois des allures

inacceptables. Car enfin ! ces bandes de casseurs, organisés et repérés de longue date, ont pu semer la violence quasiment sans entrave, s'attaquant même à l'hôpital Necker, où, entre parenthèses, les employés subissent eux aussi les effets de l'austérité. La CGT et les autres syndicats sont-ils responsables de ces agissements, comme ne cesse de le répéter le gouvernement dans le seul but de discréditer le mouvement social dans son ensemble ? Que faisaient les pouvoirs publics, capables de pourchasser les hooligans aux abords des stades, mais pas quelques dizaines d'illuminés connus et coupables d'actes inadmissibles ? Concernant « sa » police, M. Valls ne s'explique pas. Mais ce n'est pas tout. Répondant à un auditeur qui s'étonnait de son animosité envers la CGT, l'hôte de Matignon osa le parallèle entre la mort atroce des deux policiers et le conflit social en cours. Une instrumentalisation scandaleuse et irresponsable. Indigne de la fonction.

Soyons clairs : la fébrilité de l'exécutif se transforme en autoritarisme que ne renierait pas la droite extrême. La preuve ? Valls d'abord, puis François Hollande en personne, ont ainsi suggéré l'idée qu'ils puissent désormais interdire les manifestations. Toutes les barrières sont éventrées. Porter atteinte au droit constitutionnel de manifester serait en effet l'apogée de la criminalisation syndicale – vieille pulsion de destruction du syndicalisme de classe. Hollande et Valls se disent prêts à renoncer aux principes républicains. Ils sont devenus fous !

L'Humanité.fr

VII) Loi travail : les communistes accusent la police de laisser faire les casseurs, El Khomri indignée

François Vignal

Ambiance électrique au Sénat pour la loi travail. Les sénateurs PCF accusent la police

de laisser faire les casseurs, voire de participer aux incidents, pour « discréditer le mouvement ». « Insinuer qu'il y aurait une forme de complicité entre les services de police et les casseurs est inadmissible » répond la ministre Myriam El Khomri.

Les débats sur la loi travail au Sénat sont longs, mais ils connaissent aussi des accès de tensions, comme en écho aux manifestations dans la rue. Mercredi, en début d'après-midi, l'affrontement a atteint un niveau inédit depuis le début de la discussion. A la veille de la rencontre entre la ministre du Travail Myriam El Khomri et le leader de la CGT, Philippe Martinez, les sénateurs communistes ont accusé les forces de l'ordre de laisser faire les casseurs. Pire, ils ont sous-entendu que la police aurait pu faire partie des casseurs.

La salve a été lancée par le sénateur PCF de l'Oise Jean-Pierre Bosino. « Qui peut accuser ici la CGT d'avoir cassé à l'hôpital Necker ? Personne ou alors il faut le dire clairement, avec toutes les conséquences ». Il continue : « Nous étions à la manifestation. Il faudra qu'il y ait des explications sur ce qui se passe avec les casseurs. Nous, nous avons vu 200 à 300 personnes casquées avec des lunettes de ski, mardi, (...), avec des foulards autour du visage, qui défilent entre deux rangs de policiers, de CRS, avant le carré de tête de la manifestation. Ils ne sont pas dans la manifestation, ils sont avant et sont encadrés par des CRS. Il faudra bien que vous vous expliquiez. Comment se fait-il que ces 300 à 400 personnes repérées, alors qu'il est interdit d'être dans l'espace public avec le visage caché en plein état d'urgence, (...) défilent dans la partie encadrée et cassent ? » demande Jean-Pierre Bosino.

Il ajoute : « Mais on a connu ça en 1979, avec la manifestation des sidérurgistes. Et dans cette manifestation, parmi les casseurs, on a trouvé des drôles de cartes et ce n'était pas des cartes de la CGT, je peux vous le dire... »

« Ces casseurs, c'était quand même de drôles de casseurs »

La référence du sénateur communiste est lourde de sens. Cette manifestation de 1979 avait connu d'importants incidents et certains avait accusé la police d'avoir participé à la casse. Dans un article publié sur Mediapart sur l'infiltration policière

dans les manifestations, le sociologue Laurent Mucchielli, directeur de recherches au CNRS, évoque cet épisode et le rôle de la police dans les incidents. Il renvoie à un communiqué de la CGT police de 2010. « Il faut en effet se rappeler de la grande manifestation des sidérurgistes à Paris du 23 novembre 1979 au cours de laquelle un policier, clairement identifié en tant que tel, agissant sur ordre, avait été pris en flagrant délit de saccage de biens par le service d'ordre de la CGT » affirmait le communiqué.

Le sénateur PCF Christian Favier vient ensuite en renfort de son collègue Bosino. Le ton monte encore d'un cran. « La CGT (...) n'a aucune responsabilité dans les violences que nous avons subies. Dire le contraire c'est de la diffamation. Et il faudra que ceux qui osent tenir ces propos l'assument devant les tribunaux » lance-t-il. Et d'ajouter : « Ces casseurs, c'était quand même de drôles de casseurs que nous avons pu rencontrer, qui ont pu agir devant une police passive devant leurs exactions. Des photos le montrent où on voit des policiers en civil avec brassard qui laissent faire ces casseurs qui cassent sur l'hôpital Necker. Pourquoi ? Ce gouvernement et le premier ministre ont décidé de suivre la voie du pourrissement et tout faire pour discréditer les organisations syndicales ».

Didier Guillaume : « Dire dans l'hémicycle du Sénat que les policiers sont complices de la casse, c'est inacceptable »

Devant la tournure que prennent les débats, Myrime El Khomri décide de répondre. Elle aussi s'énerve et dénonce « des propos scandaleux à l'attention des forces de l'ordre ». « Les insinuations que vous venez de faire (...) les mettre au même plan que des casseurs, avec une telle violence qui s'est déversée dans les rues de Paris, qui ont attaqué un hôpital pour enfants malades, je trouve ces propos complètement scandaleux. (...) Et d'autant plus qu'ils étaient touchés par un double meurtre terroriste », souligne la ministre. « Insinuer qu'il y aurait une forme de complicité entre les services de police et les casseurs est inadmissible » conclut-elle.

Le président du groupe PS, Didier Guillaume, prend à son tour la parole. Même indignation : « C'est inacceptable. Ça se passe à la limite de notre pacte républicain. Dire dans l'hémicycle du Sénat que les policiers sont complices de la casse, c'est inacceptable, parce que les policiers portent

un lourd tribut. Vous n'avez aucune preuve et vous nous bassinez avec vos vidéos, alors mettez vous sur You Tube et vous verrez d'autres vidéos ! Ce ne sont pas les mêmes » lance le sénateur de la Drôme, qui dénonce « une dérive lamentable ».

« Passivité imposée aux forces de l'ordre lorsque des casseurs sont en action »

Suspension de séance. A la reprise, la présidente du groupe communiste, Eliane Assassi, assure que « la question n'a jamais été de mettre au banc les policiers. Chacun et chacune reconnaît qu'ils assument leur mission très difficile et ils en paient un lourd tribut ». Mais la sénatrice n'en démord pas. Elle cite des propos du secrétaire général du syndicat de police Alliance, « qui s'interroge sur la passivité imposée aux forces de l'ordre lorsque des casseurs sont en action. (...) Ça vise à discréditer le mouvement social ».

Dans ce contexte, où l'exécutif se réserve le droit d'interdire les prochaines manifestations si la sécurité des biens et personnes n'est pas garantie, la rencontre demain entre la ministre et le numéro 1 de la CGT risque d'être difficile. Quelques minutes avant l'incident de séance, Myriam El Khomri venait d'affirmer qu'elle n'entendait pas faire de geste envers le syndicat et attendait ses propositions.

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !

Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog

www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU